

ment en Kabylie, répondra à ces initiatives, va nous inciter à vouloir sortir de l'isolement.

L'accord avec Ben Bella

Nous pensions que seule l'alliance avec deux « chefs historiques » était susceptible de provoquer un choc psychologique : Ben Bella, arrivé en France en 1980, après quatorze ans de séquestration puis de résidence surveillée en Algérie, et Mohammed Boudiaf, exilé au Maroc depuis près de vingt-cinq ans. Je n'ai pu malheureusement convaincre ce dernier de participer à une union impliquant Ben Bella. L'empressement avec lequel un envoyé d'Alger viendra à Genève me rappeler en détail — et bien sûr en toute amitié — qu'il ne peut y avoir, avec Ben Bella, que malheurs passés et à venir, montre la crainte qu'inspirait au régime une éventuelle alliance avec l'ancien dirigeant du FLN.

« Tant que Ben Bella parlait seul, pas de problème, m'écrivait Ali. Dès que nous apparaissions, le pouvoir réagit. Nous constituons un danger. Le régime cherche à nous isoler. Une seule chose à faire : exactement le contraire de ce qu'ils veulent... » Nous avons compris, pour notre part, qu'un rapprochement entre deux leaders « historiques », l'un de Kabylie, l'autre de l'Oranie, permettrait d'accélérer l'émergence d'une opposition *nationale*. L'événement serait de taille face à un système fondé sur un clientélisme régionaliste, voire tribal, et

emprisonné à plusieurs reprises ses dirigeants, notamment son président M^e Abdenour Ali Yahia, un ancien dirigeant de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens). Soucieux de concurrencer la LADH, le régime avait autorisé en 1987 la création d'une autre ligue, celle de M^e Miloud Brahim.

dont la quasi-totalité des dirigeants sont originaires d'une infime partie du Constantinois. J'étais aussi profondément convaincu que le fait de me réconcilier avec celui qui m'avait fait juger à huis clos et condamner à mort vingt ans plus tôt montrerait que les liens tissés dans une lutte commune pouvaient resurgir contre vents et marées. Une démonstration qui me semblait de salubrité publique dans un pays où prévalent tant de haines et de rancœurs.

Nous n'avions bien sûr rien oublié de la violente répression menée sous sa responsabilité, en dépit de l'accord FFS-FLN signé en juin 1965. Et surtout pas tant de figures exceptionnelles enlevées à la vie et à leurs familles. Nous étions bien sûr conscients du problème que représentaient l'intégrisme et le rapprochement de Ben Bella avec l'Iran. Nous ne partagions pas davantage son optimisme concernant l'imminence de la chute du régime : il pensait que les manifestations de simple ras-le-bol, qui ont eu lieu en 1982 en Oranie, préfiguraient l'effondrement du système. Ayant nous-mêmes des difficultés à nous départir, non pas de pratiques, mais de mentalités marquées par la clandestinité, nous n'étions pas sûrs de réussir à le convaincre de la nécessité d'un combat politique ouvert et public.

Mais la situation explosive dans laquelle se trouvait la Kabylie rendait urgente l'annonce d'un accord entre nous. En 1985, en effet, une nouvelle vague d'arrestations et de lourdes peines de prison avaient frappé les dirigeants du mouvement culturel berbère, de la Ligue algérienne des droits de l'homme et de l'Association des fils de martyrs. Laissant présager une intervention imminente, le dispositif militaire discrètement déployé autour des deux versants du Djurdjura m'inquiétait au plus haut point. Des officiers, toujours en activité, nous avaient